



Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines

*31, Avenue des Etats Unis, Quartier KIGOBE
BP 2695 BUJUMBURA*

Telephone (00 257) 22 25 75 20 // 22 25 93 38

info@adisco.org

www.adisco.org

RAPPORT ANNUEL 2019

SECRETARIAT GENERAL - Mars 2020



Sommaire

O. INTRODUCTION.....	5
I. MOUVEMENT COOPERATIF.....	7
0. Généralités.....	7
1. Gestion des systèmes de production.....	7
2. Intégration du changement climatique.....	7
3. Structuration des organisations tontinières paysannes.....	8
4. La création des dynamiques de planification d'intérêt communautaire	8
5. Les cellules de veille genre et droits humains.....	9
6. La gouvernance, leadership et gestion des coopératives.....	9
7. Le développement des services.....	10
8. Services d'échelle, intermédiation financière, commercialisation et plaidoyer.....	10
9. Conclusion sur le mouvement coopératif.....	11
10. Quelques témoignages.....	11
II. ENTREPRENEURIAT DES JEUNES.....	13
0. Généralités.....	13
1. Détection des entrepreneurs en devenir.....	13
2. Les organisations des entrepreneurs.....	14
3. Le développement des compétences.....	14
4. L'accompagnement des entreprises.....	15

5. Le financement des entrepreneurs.....	15
6. Le cadre de vie des entrepreneurs.....	15
7. Conclusion sur l'appui aux entrepreneurs.....	15
8. Quelques témoignages.....	16
III. MOUVEMENT MUTUELISTE.....	17
0. Généralités.....	17
1. Adhésions pour 2019.....	17
2. Autonomie financière des mutuelles.....	17
3. Gestion centrale et informatisée.....	18
4. Autres produits de protection sociale.....	18
5. La mise en place des unions.....	18
6. Amélioration de la qualité des soins.....	18
7. Conclusion sur les mutuelles.....	19
IV. LE PLAIDOYER POLITIQUE.....	20
0. Généralités.....	20
1. Les processus de paix et sécurité.....	20
2. Les Politiques agricoles.....	21
3. Conclusion.....	21
V. L'UNIVERSITE POPULAIRE HAGURUKA	22
0. Généralités.....	22
1. Résultats obtenus.....	22
2. Les incidences observées.....	22
3. Conclusion sur l'UPH.....	23

VI. LA VIE INSTITUTIONNELLE.....	24
1. ADISCO, C'EST QUOI?.....	24
2. LES ORGANES	26
3. Les reseaux et consortia.....	27
4. Suivi evaluation des programmes.....	27
5. Bien être des équipes.....	27
6. Personnel de l'association.....	27
7. Financement reçus et emplois.....	27
8. Le budget prévisionnel 2020.....	28
VII. CONCLUSION GÉNÉRALE.....	29
VIII. LISTE DES ACRONYMES.....	30
IX. NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	32



INTRODUCTION

L'année 2019 a été un tournant dans la vie de l'association ADISCO. En effet, elle fut l'année de la mise en œuvre des réformes décidées lors du séminaire stratégique tenue en 2018 et qui a consacré une nouvelle structure du mouvement Haguruka sur lequel se base le travail d'ADISCO.

Pour rappel, les points saillants de ces réformes étaient la consolidation et l'autonomisation du mouvement des coopératives et des mutuelles, mouvements dans lesquels les initiatives des entrepreneurs trouvent leur place en amont ou en aval des services développés. Aussi, il s'agit de consolider le rôle d'ADISCO avec sa cellule Plaidoyer, de la MDE et de l'UPH comme des instruments du mouvement Haguruka, disposant d'une expertise d'appui conseil et d'accompagnement vers l'autonomie des dynamiques du mouvement Haguruka.

Inspirés par cette vision, nous avons donc orienté nos appuis dans la perspective d'enclencher les ajustements nécessaires pour permettre à la fois aux ménages, aux dynamiques organisationnelles et surtout aux hommes et femmes qui sont concernés dans le pool des leaders, des employés et du leadership

d'ADISCO pour expliquer et endosser cette démarche.

Avec les ménages agricoles et leurs formes diverses d'organisation, l'ADISCO a pu directement toucher 26 643 ménages regroupés dans 3159 IGG et 5 477 ménages regroupés dans 239 VSLA, qui sont des groupements d'autopromotion bâtis sur une logique de la tontine africaine. La participation à ces espaces de socialisation et de solidarité a permis à ces ménages de recycler plus de 587 Millions de BIF et d'entreprendre quelques 35 000 initiatives individuelles et/ou collectives pour améliorer les conditions de vie.

Parmi ces initiatives, citons la mise en place de plus de 26 000 EFI et PIP, pour l'augmentation de la production agricole au sein des ménages ainsi que la production des plants fruitiers à grande échelle comme les avocatiers (337 582 plants produits), les maracuja (208 790 plants), les pruniers (149 200 plants) et d'autres plants.

Tenant compte de l'urgence climatique du moment, l'intégration des pratiques de résilience aux effets du changement climatique a été systématique au sein des ménages accompagnés par ADISCO. Ainsi donc, 6 comités de veille

sur le climat et 9 comités de gouvernance des ressources naturelles ont été actifs et ont catalysé la production des essences forestières avec plus de 44 813 eucalyptus plantés, des agroforestiers dont plus de 169 714 calliandra et 139 817 grevillea produits.

Au niveau des foyers, la promotion de la réduction de la combustion de la biomasse avec 688 foyers économiques en bois fabriqués et la gestion intelligente de l'eau sous forme de 21 systèmes de collecte des eaux pluviales communautaires ont été promus et ont permis des résultats rapides.

Dans les coopératives, avec 11 004 membres regroupés en 37 coopératives, nous avons pu soutenir les leaders dans la gouvernance de ces entités et la gestion des services. Quelques 3,9 T de semences, 117T de produits stockés et 1264 T en produits variés transformés qui sont les farines, les jus et les huiles ont alimenté les services des coopératives aux membres et à la communauté.

Au niveau des mutuelles, 27MS ont mobilisé 4356 ménages assurés, permettant aux 25 617 personnes assurées de bénéficier des soins sans difficultés. Les mêmes mutuelles ont appuyé

5300 ménages des coopératives et des mutuelles à augmenter leur production agricole et de là leur capacité contributive aux mutuelles.

Pour les jeunes entrepreneurs, 4 824 jeunes repartis entre les jeunes agricoles (58%), les élèves scolarisés (25%) et les artisans (17%) ont initiés 645 AGR portées par 211 jeunes et 53 microentreprises. Ces jeunes ont créé 3359 emplois temporaires ou permanents et les revenus de leurs activités sont investis dans l'amélioration de leur cadre de vie.

Dans le plaidoyer, les efforts conjoints avec les autres partenaires ont abouti à l'intégration des jeuWnes dans les espaces de prise de décisions

au niveau local et la législation sur un taux d'intérêt bonifié pour les crédits agropastoraux à 8%.

L'UPH a continué à enrichir le monde rural de leaders compétents avec 244 leaders certifiés et 19 diplômés sur la gestion d'une coopérative. Notons le début effectif du projet ambitieux de construire le campus de l'UPH qui a pris forme à Kiyange, les premiers locaux étant déjà avancés.

Les chantiers pour 2020 portent essentiellement sur l'autonomisation des faitières et des instruments d'accompagnement, l'organisation de l'ADISCO face à cette restructuration et la mise à échelle des initiatives ou services des

dynamiques accompagnées déjà rentables.

Le présent rapport revient en détails sur ces différentes réalisations. Nous sommes conscients que toutes ces performances n'auraient pas été possibles sans le dévouement des leaders engagés, le travail consciencieux des équipes d'ADISCO, l'appui de l'administration locale et des ministères techniques, les organisations partenaires, ainsi que le soutien technique et financier de nos bailleurs. Nous profitons de cette introduction pour exprimer à tous notre profonde gratitude.

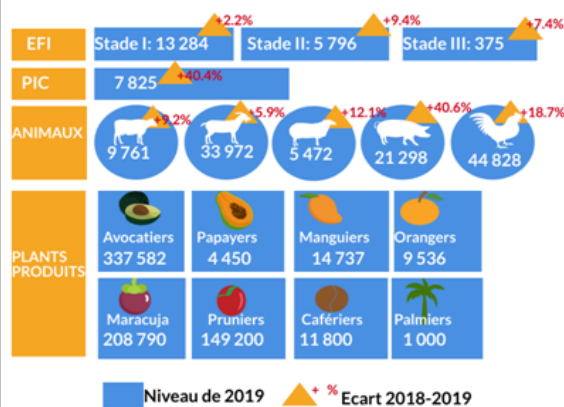
Libère BUKOBERO
Secrétaire Général

0. Généralités

L'accompagnement du mouvement coopératif consiste en l'appui aux activités agricoles des ménages dans l'amélioration de leur système de production, le soutien à leurs diverses formes d'organisations sur la gouvernance, la gestion et l'entreprise des initiatives d'intérêt communautaire et enfin, l'amélioration du cadre de vie dans les ménages et dans les collines rurales.

1. Gestion des systèmes de production

Cette activité a été concentrée sur le soutien des ménages dans la planification de la production par la mise en place des exploitations familiales intégrées (EFI) et des plans intégrés paysans (PIP). Pour cela, les ménages reçoivent l'appui dans l'acquisition des facteurs de production :



semences, animaux, fertilisants. Enfin, ils sont encouragés dans l'intégration de la diversification des revenus par les plants fruitiers et les cultures novatrices à fort potentiel marchand.

Graph 1. Situation des EFI et PIP

Le graphe ci-contre montre les réalisations au sein des exploitations en 2019. En tout, 13 284 ménages avec des EFI et 7825 fermes de paysans innovateurs PIP ont été accompagnés dans l'introduction de l'approche, 5796 étant déjà au stade d'amélioration tandis que 375 étaient déjà au stade final qui garantit les trois continuités : les revenus, les sources de nourritures et la fertilité et que toutes les composantes sont en ordre et en bonne proportion. Les EFI/PIP autour des cultures « noyaux » ont permis l'amélioration de la pratique de l'élevage avec en tête les caprins (33 972), les bovins (7.961), etc. ainsi que les cultures commerciales avec des fruitiers (33 7582 plants d'avocatiers, 208 790 plants de maracuja, etc.), des oléifères (1000 plants de palmiers à huile) ou stimulantes (11 880 pieds de caféiers).

2. Intégration du changement climatique

Les effets du changement climatique sur la performance des exploitations sont devenus une

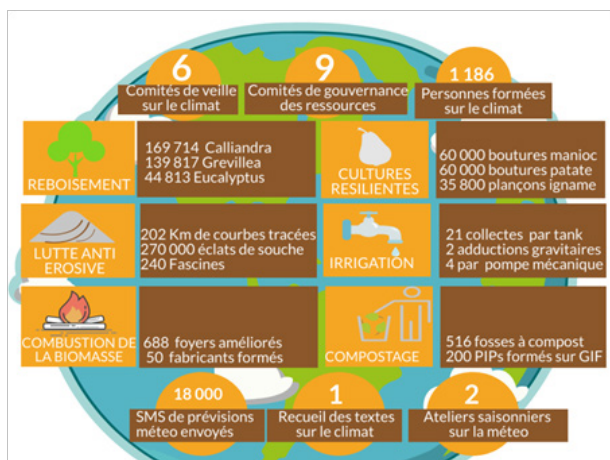
préoccupation majeure de la quasi-totalité des ménages agricoles. L'expertise d'ADISCO consiste en soutien dans la formation des dynamiques endogènes pour porter la promotion des bonnes pratiques de prévention, de mitigation et de résilience aux effets du changement climatique.

Ces dynamiques sont les « comités de veille sur le climat et le changement climatique » ainsi que les « comités de gouvernance des ressources naturelles ». Le graphe suivant résume les résultats atteints en termes d'organisation, d'information et d'implantation des mesures de résilience.

Graph 2. Initiatives contre le changement climatique

La mise en œuvre des activités de mobilisation communautaire et d'éducation face au changement climatique ont abouti à la structuration de 6 comités de veille sur le climat et 9 comités de gouvernance des ressources naturelles, permettant au passage de former 1186 personnes sur les thèmes de changement climatique.

Aussi, il y a eu la promotion des pratiques pilotes de résilience au changement climatique dont : reboisement avec des essences naturelles ou artificielle destinées à la séquestration du carbone (169 714 calliandra, 139 817 grevillea) et la limitation de l'intensité des vents (44 813 eucalyptus), lutte contre la perte des sols par



érosion via la stabilisation des courbes de niveau (204 Km de courbes tracées et plantées avec 270 000 éclats de souche d’herbes fixatrices, 273 fascines construites) et le compostage (536 compostières). Par ailleurs, il y a eu promotion de la diminution de l’usage des combustibles issus de la biomasse avec des foyers améliorés économiques en bois (688 foyers fabriqués). Les pratiques de gestion et de conservation des eaux pluviales et la petite irrigation ont consisté en 21 collectes des eaux de pluies avec tank, 2 systèmes d’irrigation gravitaire et l’utilisation des pompes à pédales. Certaines cultures résilientes à la sécheresse ont été promues surtout les racines (60 000 boutures de manioc et 60 000 de patate douce, 11 850 plançons d’ignames et 24 000 plançons de colocase). Enfin, un système d’alerte sur le climat par SMS a permis d’informer la communauté avec 18 000 messages météo envoyés et deux ateliers d’interprétation des prévisions de la saison fournies par l’IGEUBU et MINEAGRIE tenues.

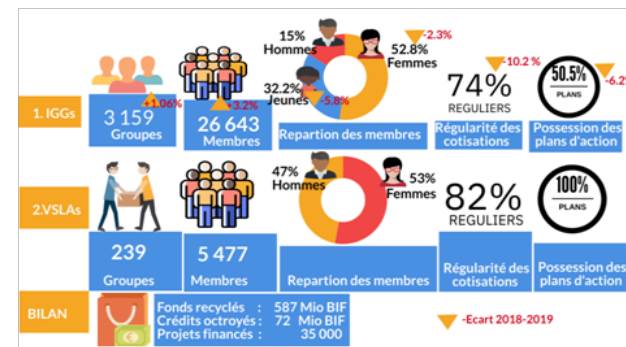
3. Structuration des organisations tontinières paysannes

Les structures organisationnelles au niveau des ménages et des collines sont des espaces de socialisation et d’apprentissages entre les membres, la mobilisation des ressources pour l’entreprise des activités de routine au sein du ménage ainsi que les initiatives entrepreneuriales des membres individuellement ou collectivement. Pour cela, ADISCO soutien une variété des structures tontinières dominées par les IGG « Imigwi yo gutererana no gufatana mu nda », et les VSLA « Villages saving and lending association communities ». Le graphe suivant montre les effectifs dans ces groupes, les volumes de cotisation recyclés et l’effectif des projets individuels soutenus.

Graph 3. La performance des IGG/VSLA

Globalement, on est arrivé à 3159 groupes IGG et 239 VSLA, comptant respectivement 26 643 et 5477 membres. Leur composition est inclusive avec plus de la moitié (52,8%) qui est des femmes et une part importante des jeunes dans les IGG (32,2%). Leur travail se base sur une mise en place des plans d’action (50% pour les IGG et 100% pour les VSLA) et la mobilisation des ressources par les cotisations régulières (74% pour les IGG et 82% pour les VSLA). Cette approche leur a permis de mobiliser quelques 587 millions de BIF, d’octroyer des crédits internes de 72 millions et entreprendre 35 000 petites initiatives

individuelles ou collectives. Ces initiatives comprennent l’apiculture, l’élevage des poules, des porcs sans oublier des petits métiers comme la savonnerie, boutique alimentaire, salon de coiffure, fabrication de l’huile de palme, la couture, soudure, etc. L’esprit d’autopromotion s’enracine de plus en plus dans la zone d’intervention d’ADISCO. A part la mobilisation des ressources endogènes pour financer des projets à l’échelle ménage, les IGG ont progressivement élargi leurs champs d’action. 29% des IGG accompagnées par ADISCO ont initié et piloté des actions d’intérêt communautaire comme la construction des ponts, l’entretien des pistes et des sources d’eau potable.



4. La création des dynamiques de planification d’intérêt communautaire

Pour la pérennisation de l’approche IGG/VSLA, ADISCO introduit une vision plus élargie de l’ancrage des dynamiques dans la communauté. Il s’agit des collines

Haguruka et des plans intégrés collectifs. Le principe est l'implication des structures et des personnes ressources pérennes ou « Samuragwa » (administration, les services techniques locales, autorités des églises, etc.) pour constituer une mémoire locale de l'approche. Les collines Haguruka et les plans intégrés collectifs, au travers d'un comité restreint de vision collinaire sont formés sur l'accompagnement des dynamiques et soutenus dans l'entreprise des activités structurantes générant des ressources pour leur fonctionnement autonome. Le bilan pour 2019 a été de 58 PIC créés et 30 collines Haguruka structurées. La plupart des interventions des PIC et collines Haguruka ont été la production des plants forestiers, agro forestiers ou fruitiers. Les appuis aux activités structurantes de ces dynamiques sont variés (ruches modernes, maturateurs, extracteurs de miel, porcelet, poussins, etc.

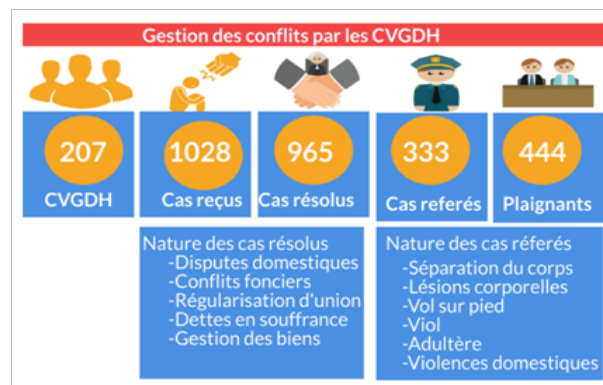


Photo. Greffage des avocats dans un PIC

5. Les cellules de veille genre et droits humains

Les inégalités entre les hommes et les femmes sont une occasion manquée pour valoriser les apports des uns et des autres dans la co-création d'une vision d'un futur brillant dans les collines. ADISCO travaille d'un côté par une approche ménage dans le développement de la vision du ménage, la cadrant avec les désirs de l'homme, la femme et les enfants. Elle encourage également le leadership féminin au sein des dynamiques qu'elle soutient grâce à une inclusion délibérée des femmes dans les organes de décision ou de gestion. Au-delà de la promotion du genre, elle soutient la gestion communautaire et pro active des conflits intervenant au niveau des ménages, des dynamiques et de la communauté par la mise en place et l'accompagnement des cellules de veille genre et droits humains comme le montre le graphe suivant.

Graphe 4. La gestion des conflits par les CVGDH



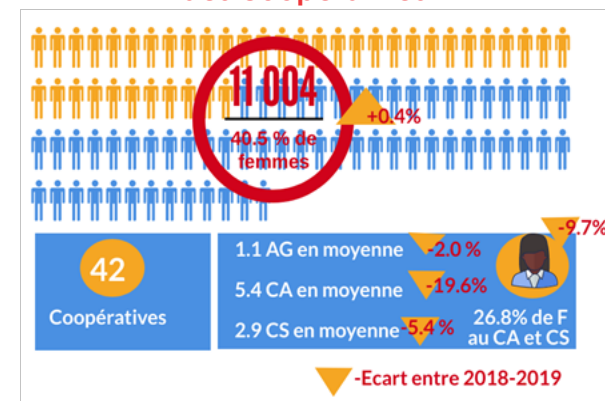
Report annuel 2019

D'une façon globale, les 207 CVGDH créés ont pu recevoir 1028 cas de conflits. Pour les litiges, 965 cas ont été résolus notamment pour les disputes et la gestion des biens du ménage. Quant aux dossiers liés aux crimes, 333 cas ont été dénoncés et couvrent les cas de lésions corporelles volontaires, les vols sur pieds et les violences basées sur le genre.

6. La gouvernance, leadership et gestion des coopératives

Il s'agit du développement des coopératives agricoles, ayant des fonctions multiples et agissant sur plusieurs chaînes de valeurs. Ces organisations sont soutenues au niveau de l'organisation, la gouvernance et la gestion. Ceci concerne à la fois la mobilisation des parts sociales et le recrutement des membres, la tenue des réunions statutaires et la mise en place des outils de gouvernance et de gestion. Le graphe suivant résume les coopératives accompagnées et la situation de gouvernance.

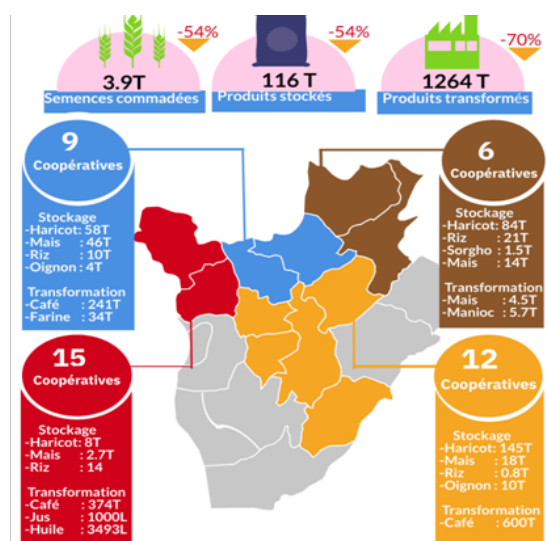
Graphe 5. Membership et gouvernance des coopératives



Globalement, ADISCO a accompagné 37 coopératives agricoles comprenant 11 004 membres, dont plus de 40% sont des femmes. Malgré une légère baisse par rapport à 2018 en termes d'inclusion et de fréquence des réunions, l'accompagnement de la gouvernance et le leadership a permis l'intégration des femmes dans le leadership des structures (26%) et la tenue des réunions statutaires qui sont les Assemblées Générales (1,1 en moyenne), les Conseil d'Administration (5,4 en moyenne) et les Comité de Surveillance (2,9 en moyenne) et leurs décisions sont suivies par les gestionnaires.

7. Le développement des services

Initiés dans le sillage des luttes des mouvements sociaux pour la valorisation et la dignité du paysan, les coopératives développent des services qui répondent à une logique d'intégration verticale des chaînes de valeur, avec comme finalité de contrôler la plupart des maillons par des services rendus aux membres et ainsi s'affranchir des intermédiaires. Les services ou fonctions gérés au sein d'une coopérative incluent l'approvisionnement en intrants, stockage, transformation qui inclut aussi la création des labels ou identités, recherche des marchés, commercialisation groupée. Le graphe suivant résume la performance de ces services dans les coopératives accompagnées par ADISCO dans les régions de Buyenzi, Bugesera, Kirimiro et Mumirwa.



Graphe 6. Performance des services des coopératives

Les coopératives ont pu organiser les commandes groupées de 3,9T de semences. La réduction des pertes post récolte et création de la valeur a abouti au stockage de 462,9 T de produits (de haricot, riz, maïs, oignon et sorgho) et la transformation de 1286,4 T en produits variés qui sont les farines, les jus, les huiles et le café. La performance est meilleure par rapport à l'exercice précédent avec des augmentations de 81,5% sur le stockage et de 129% sur la transformation des produits vivriers, huile et jus. Le niveau de transformation du café a cependant diminué de 69% suite au phénomène de cyclicité que connaît cette filière.

8. Services d'échelle, intermédiation financière, commercialisation et plaidoyer

Certains services, sont réalisés dans le cadre de la mutualisation des efforts au niveau d'un mouvement qui permet l'augmentation du poids de négociation des coopératives. Il s'agit de la négociation des financements et de la commercialisation des produits avec en toile de fonds le plaidoyer politique qui justifie les démarches. Les coopératives ont continué l'intégration des cadres de plaidoyer notamment les faitières UHACOM, COCOCA et FOPABU au sein desquels des dossiers de plaidoyer notamment sur la loi coopérative et l'assouplissement des intérêts sur les crédits agricoles ont été discutés. Aussi, elles ont continué l'occupation des espaces de visibilité dans les réunions, les foires et les expositions. Enfin, elles ont pu négocier 230 Millions de BIF de crédits auprès des institutions financières variées, y compris un fonds rotatif pour d'appui aux coopératives multi filières établi pour simplifier l'accès aux financements des coopératives. La promotion de la marque distinctive «Gasimbo» a donné des ventes conséquentes et continue la fidélisation des clients pour son expansion

9. Conclusion sur le mouvement coopératif

Pour les ménages ruraux et leurs organisations. Nous avons assisté à des changements importants dans nos zones d'action respectives: Le niveau d'adoption des pratiques de résilience aux changements climatiques par les ménages accompagnés dans le Bugesera-Bweru a évolué passant de 40,6 % en 2018 à 50,9% en 2019; Le niveau de satisfaction des besoins de base comme la qualité de l'habitat, accès aux soins de santé, alimentation et scolarisation des enfants est passé de 52,7% à 60,2% entre 2017 et 2019 dans le Buyenzi; L'appréciation des dynamiques par la communauté et l'administration locale est passé de 70,6% à 80,1% entre 2018 et 2019, ce qui fait que les autorités locales les prennent de plus en plus comme des modèles que les autres intervenants devraient suivre ; Le niveau de cohésion sociale au sein des communautés est de 1,6 sur l'échelle de 0 à 2 (soit 80%) dans le Buyenzi. Les coopératives de Buyenzi atteignent le score « bon » soit 70% sur la qualité de leur gestion. Les défis enregistrés tournent autour de la filière café. En effet, les coopératives café n'arrivent pas à rentabiliser cette filière ce qui les plonge dans une grave situation de surendettement, surtout les coopératives KAWAVUMERA, SHIRIMBERIKAWA, DUSANGIRUMUGAMBI, KORERIKAWA et RYOHORIKAWA qui ont encore des crédits envers la BNDE. D'autre part, la crise que connaît la filière café s'est aggravée suite à la décision de l'Etat de déprivatiser de la filière. Les chantiers

pour 2020 seront centrés sur l'autonomisation des coopératives surtout par la diversification des produits vendus et la mise à échelle des services déjà rentables.

10. Quelques témoignages

Canuto NYANDWI et Adelaïde HAKIZIMANA



Ce couple de Canuto NYANDWI et Adelaïde HAKIZIMANA raconte : « La formation genre (GALS) nous a ouvert les yeux car nous avons l'habitude d'attendre que les ONG œuvrant dans notre région donnent des vaches pour en

bénéficier. Après avoir suivi la formation GALS nous avons réalisé que nous pouvons épargner et acheter du cheptel nous-mêmes. Maintenant nous avons acheté trois chèvres, et on voit plus grand dans le futur.

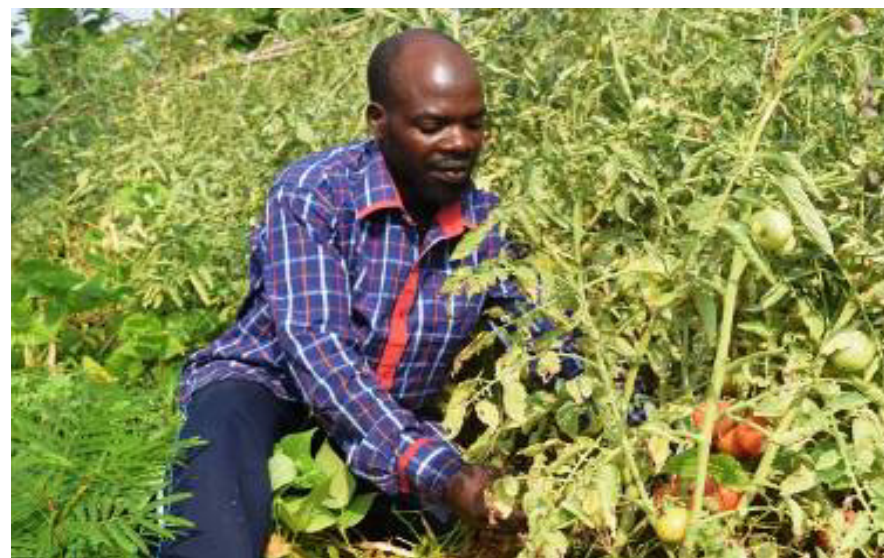


Parmi les services rendus par les coopératives figure la vente des intrants agricoles

Monsieur WAKATI Radjabu

Colline Gahongore, Zone Mitakataka de la commune Bubanza.

« Le Plan Intégré du Paysan (PIP MBONIYONGANA), a permis à nous les bénéficiaires de réaliser des projets de développement. Ce projet m'a permis d'initier quelques actions dans le domaine agricole qui constituent pour moi une source intarissable de revenus. Dans mon Exploitation Familiale Intégrée (EFI) en initiation, il y a des bananiers, des orangers, des mandariniers, des tomates, etc. A travers des séances de formations, on nous a appris à utiliser les semences de bonne qualité. L'usage de ces dernières m'a permis d'augmenter la production agricole. Les différents conseils bénéficiés à travers le PIP MBONIYONGANA m'a permis d'améliorer les conditions de vie de ma famille. Maintenant, nous sommes bien outillés pour pérenniser ce que nous avons appris à travers le PIP MBONIYONGANA. Par ailleurs, il existe des héritiers (SAMURAGWA) qui ont été formés pour ça ».



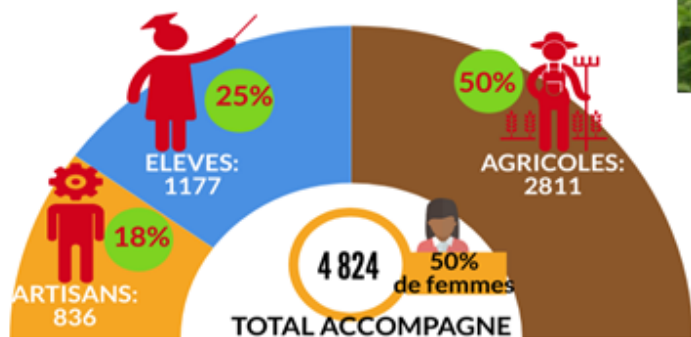
0. Généralités

ADISCO s’est enrichie d’une expertise unique dans l’accompagnement des initiatives entrepreneuriales, surtout pour les jeunes. Elle comprend à la fois la détection des entrepreneurs en herbe, l’organisation des promoteurs d’idées d’entreprise, l’accompagnement de l’acquisition des compétences liées à la culture entrepreneuriale, le coaching et le conseil dans le développement de l’entreprise et le financement de la croissance, et pour finir l’amélioration du cadre de vie des entrepreneurs.



1. Détection des entrepreneurs en devenir

Graphe 8. Identification des jeunes entrepreneurs

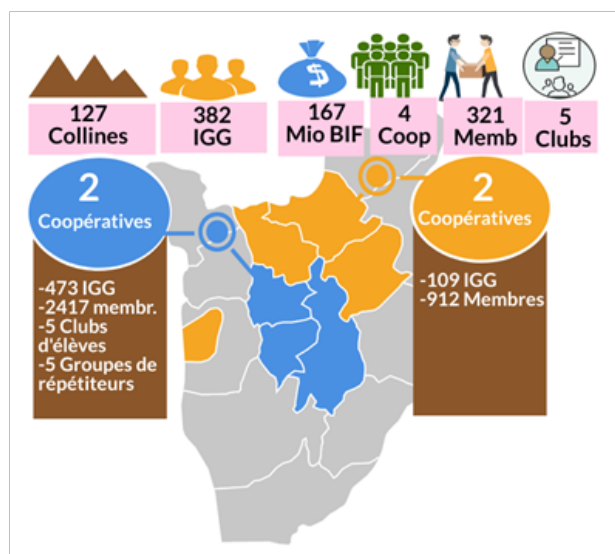


L’identification et la sensibilisation des jeunes à l’entrepreneuriat ont concerné 4824 jeunes repartis entre les jeunes agriculteurs (58%), les élèves scolarisés (25%) et les artisans (17%). La sensibilisation couvre à la fois la transformation de la mentalité, l’éveil entrepreneurial et une maïeutique pour trouver l’idée d’affaires. La

formation psycho-humaine, le double éveil entrepreneurial et trouver l’idée d’affaires couplés aux visites des entreprises de Bujumbura a permis à de nouvelles idées d’être développées, et mûrissent vers des futures micro-entreprises.

2. Les organisations des entrepreneurs

Graph 9. La structuration des entrepreneurs



La structuration à la base des jeunes ruraux a permis de former 382 IGG pour la réflexion locale et la mobilisation des ressources au niveau de 127 collines de 9 communes où nous sommes présents. Ces groupes ont pu mobiliser 167 Millions de BIF cette année et autofinancer divers besoins des exploitations et en particulier de 181 AGR. Aussi, 5 clubs de langues, café et innovation ainsi que 5 groupes de répétiteurs se sont formés autour de 7 écoles accompagnées.

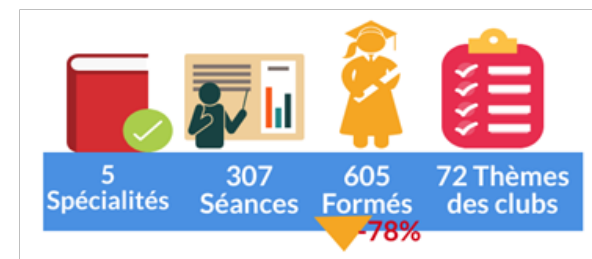
Enfin, 4 coopératives, dont une agricole, deux artisanales et une de services totalisant 321 coopérateurs sont accompagnées par ADISCO.

La baisse soutenue des coopératives (-50%) et des coopérateurs (-1%) entre 2018 et 2019 est une leçon tirée par ADISCO de l'inopportunité de la structuration par métiers des artisans, dans ce sens où l'esprit entrepreneurial pousse plus les gens à la compétition-concurrence, plutôt qu'à la collaboration.

3. Le développement des compétences

L'acquisition des compétences d'entrepreneurs exige une batterie de formations sur l'entrepreneuriat en général y compris les langues d'expression et de marketing, ainsi que des formations techniques et spécifiques à chaque métier ou filière. Les modalités de formation et de renforcement des compétences sont variées et sont dominées par les formations en salle, le mentorat par les entrepreneurs aguerris, les visites dans les entreprises et les stages, le coaching et l'appui-conseil qui sont des activités d'accompagnement des entrepreneurs à la réflexion pour le développement de leurs entreprises. Le graphe suivant montre la distribution des formations dispensées.

Graph 10. Les formations sur l'entrepreneuriat



On a pu former 605 jeunes dont 38% sont des jeunes femmes en 307 séances de formation autour de 5 groupes de cursus : la psycho-humaine, l'entrepreneuriat, les techniques agricoles, les métiers et les langues. Cependant, ceci correspond à une baisse de 78% au niveau des effectifs formés par rapport à l'année précédente, notamment par le fait que les appuis-conseils individualisés sont préférés aux formations de groupe à ce stade de développement.

Zoom : Exemple d'un paquet de formation

Formations entrepreneuriales : Diagnostic d'entreprise (pour toutes les micros entreprises phares), rédaction du business model (pour une entreprise), marketing (sous forme d'un challenge de vente pour 42 jeunes)

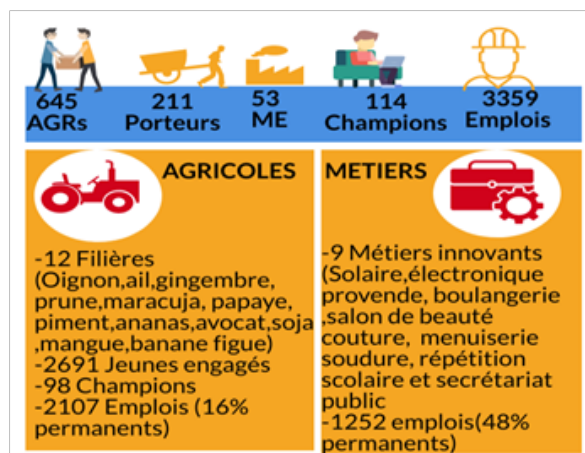
Formations techniques complémentaires: Appui des entreprises à la maîtrise technique de leurs produits, avec l'appui des mentors. C'est ainsi que 5 entreprises (charcuterie, savon, piment, aliment pour bétail et croquettes) ont amélioré la qualité de leurs produits, impliquant 20 jeunes

4. L'accompagnement des entreprises

Le développement des entreprises qui, différent en taille, en secteur d'activités et en performance, exige un accompagnement personnalisé qui est donc la meilleure façon de fournir des services soit d'éclosion d'idée, d'incubation des projets ou de consolidation de l'entreprise. Deux grands secteurs se démarquent à savoir les entreprises agricoles (où les meilleures sont appelées « champions ») et les non agricoles ou métiers dans lesquels on retrouve de simple AGR, de Microentreprises (ME) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Le graphe suivant résume la diversité des entreprises et leur impact en termes d'emplois

Graphe 11. Les types d'entreprises

Pour les agricoles, le nombre des filières orientées marché adoptées par les jeunes est de 9 dominées par les fruits et les épices (prunier, maracuja, piment, oignon, ail, gingembre, papaye, petite banane, manguier, oranger). Les entreprises non agricoles concernent surtout les métiers possibles dans les localités d'implantation (petits services fournis grâce à l'énergie solaire, la réparation électronique surtout des téléphones, etc.) Des nouvelles compétences techniques acquises par les jeunes agripreneurs et artisans ont permis la création de 645 AGR portées par 211 jeunes et 53 microentreprises. Parmi les porteurs, 114



jeunes, surtout de l'agricoles sont des champions ou véritables entrepreneurs agricoles spécialisés. Enfin, 3359 emplois, comprenant l'auto-emploi et les salariés ont été créés/maintenus par ces microentreprises et AGR.

5. Le financement des entrepreneurs

Pour le financement des initiatives entrepreneuriales, la première modalité est l'utilisation des épargnes des entrepreneurs. Aussi, des fonds souples sous forme de subvention, de crédits leasing ou crédits en fonds de roulement ainsi que la mise sur pied d'un fonds de garantie pour lever les fonds au niveau des institutions financières sont disponibles. Ainsi, des appui-financiers de cette année ont une valeur globale de 20 557 125BIF dont 37,6% comme subvention.

6. Le cadre de vie des entrepreneurs

Le volet amélioration des conditions de vie vient conseiller les jeunes entrepreneurs ayant amélioré leurs revenus de penser à investir pour les besoins sociaux de base. Cet axe comprend en plus de la mutuelle de santé, l'amélioration de l'habitat à travers la coopérative de l'Amélioration de l'Habitat Rural (CAHR) et l'amélioration de l'hygiène des habitations par des concours, qui sont de bonnes initiatives, pertinentes qui correspondent aux besoins de la population qui adhèrent progressivement à l'idée. Le graphe suivant résume les adhésions à ces deux initiatives.

Graphe 13. Adhésion au CAHR et à la MS

Pour cette année, les jeunes entrepreneurs ayant souscrit à une assurance maladie au niveau de la mutuelle de santé (MS) sont 226, soit un accroissement de plus de 63% par rapport à l'exercice précédent). Quant à l'adhésion au CAHR pour épargner et bénéficier d'un crédit d'amélioration de l'habitat, 250 jeunes sont déjà membres, soit un accroissement de plus de 39% entre 2018 et 2019.

7. Conclusion sur l'appui aux entrepreneurs

L'accompagnement de l'entrepreneuriat des jeunes a permis d'intégrer l'amélioration des compétences à la valorisation des opportunités locales pour la création des emplois et l'amélioration des conditions de vie. Des nouvelles compétences techniques ont été acquises, grâce à des formations diversifiées

qui ont permis à de jeunes de se spécialiser sur des métiers agricoles ou non agricoles. Les initiatives créées sont de plus en plus professionnels, avec objectif de gagner des marchés plus structurés, une preuve de la maturité progressive des entrepreneurs. Les effets de l'incubation se font remarqués car comparativement à 2018, 73% des entreprises accompagnées sont restées fonctionnelles, ce qui est un indicateur de performance exceptionnel dans le secteur. Les micro-entreprises créées par les jeunes accompagnées par ADISCO ont permis l'augmentation progressive des emplois, ce qui stabilise de mieux en mieux les jeunes dans le milieu et réduit l'exode rural. L'administration locale soutient les initiatives grâce à leur visibilité, elle octroi des parcelles pour érection des ateliers, champs collectif et invite les jeunes dans les réunions locales. Les revenus gagnés par les jeunes servent à leur croissance personnelle (ils financent leurs formations), à l'augmentation du capital de leurs entreprises ou à l'amélioration des conditions de santé et logement. Les nouveaux chantiers pour ce volet seront de passer des initiatives personnelles vers les initiatives collectives ce qui est le vrai développement local, mettre à échelle certaines microentreprises et assurer l'expansion du Fonds pour l'Amélioration de l'Habitat (FAHR).

8. Quelques témoignages

Jeunes au sortir du marketing challenge



Jeunes au marketing challenge

Cet atelier et cette sortie m'ont fait énormément du bien. En effet dans ma conception avoir un bon produit signifiait avoir des clients mais suite aux témoignages des uns et des autres j'ai compris qu'avoir un bon produit est un seul aspect qui doit être accompagné par une prospection constante afin de faire connaître

ton produit car il y en a ceux qui ne connaissent pas ton produit et même s'ils le connaissent il se pourrait que tu ne sois pas le seul à en avoir de bonne qualité. Je m'engage donc à planifier mes sorties marketing et à y mettre du temps, de l'énergie et bien sûr de l'argent.

0. Généralités

Depuis 2008, ADISCO a initié un programme de Promotion des Mutuelles de Santé des Caféculteurs du Burundi du nom de PROMUSCABU. Il s'agit d'une intervention d'ampleur nationale animée à partir des cinq bassins caféicoles du pays à savoir : le Mumirwa à l'Ouest, le Kirimiro au centre, le Buyenzi au centre Nord et Bugesera-Bweru au nord-Est.

Ces cinq unions ont créées depuis 2011 une fédération nationale : La FEMUSCABU (Fédération des Mutuelles de Santé des Caféculteurs du Burundi baptisée « HARANIRUBUZIMA »), à la fois pour mutualiser encore davantage le risque maladie et développer des mécanismes de péréquation.

La vision de la FEMUSCABU est : « Tous les paysans Burundais ont accès à des soins de santé de qualité à travers des mutuelles de santé autonomes, soutenues par l'Etat et qui participent à la prise des décisions. Leurs membres prennent des mesures pour limiter les naissances et se prémunir de la maladie. La FEMUSCABU est le leader du mouvement mutualiste national et développe de nouveaux produits de protection sociale et d'amélioration des conditions de vie des membres».

La FEMUSCABU a déjà affermi l'offre à ses adhérents d'une micro assurance santé, et continue de tester d'autres produits

possibles pour les ménages ruraux, ainsi que l'intégration de la protection sociale dans l'environnement de production du ménage.

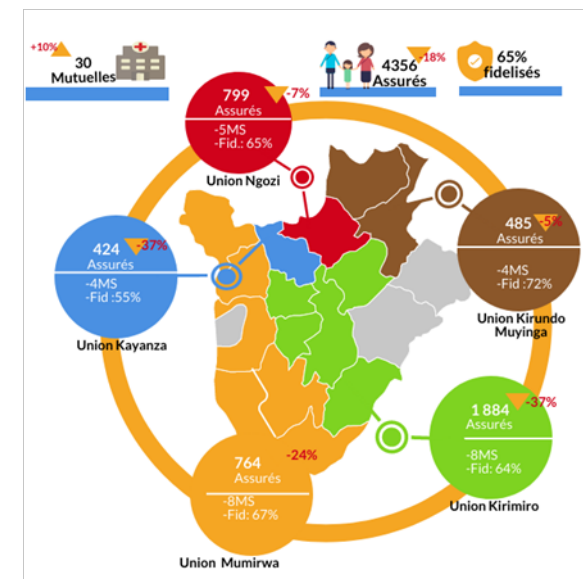
1. Adhésions pour 2019

Le taux d'adhésion moyen des mutuelles accompagnées par le programme se présente ainsi :

Graph 14. Niveau des adhésions pour 2019

Au total, 27 Mutuelles de Santé (MS) ont mobilisé 4356 ménages assurés (soit 25 615 bénéficiaires) pour cet exercice, en baisse de 18% par rapport à 2018. Le taux de fidélisation s'est établi à 65% ; signifiant que 35% des anciens membres n'ont pas fait assurer leurs familles.

Pour s'assurer un ancrage à la base au sein des communautés, 10 mutuelles de santé (Musigati, Mugina, Taba, Rutana, Kiremba, Busiga, Gatara, Matongo, Bushaza et Ntega,) ont mis en place des dynamiques de base sous forme d'associations collinaires de jeunes et de femmes pour une sensibilisation permanente et font des cotisations mensuelles. Cela a permis à 5 mutuelles de santé (Mugina, Rutana, Kiremba, Bushaza et Muyinga) d'augmenter les effectifs par rapport aux années antérieures, mais la tendance globale a été une baisse soutenue des effectifs au sein de toutes les unions, allant de -5% (Kirundo-Muyinga) à -37% (Kayanza). Cette baisse a été plutôt conjoncturelle avec le retour en



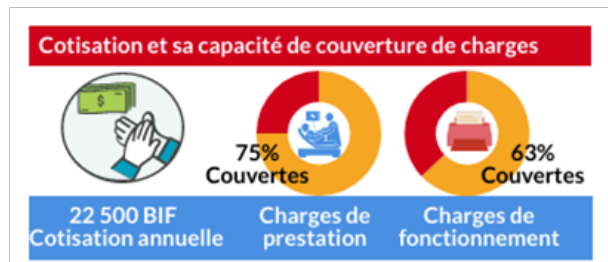
force de la carte d'assistance maladie (CAM) mal comprise par certaines personnes, cette dernière étant destinée exclusivement aux indigents.

2. Autonomie financière des mutuelles

Les MS comptent sur les cotisations des membres pour financer les activités. Ces dernières ont pu couvrir 63% des charges de fonctionnement et 75% des charges de prestation. Pour essayer de combler le vide, la FEMUSCABU possède des investissements générateurs de revenus dans les coopératives à

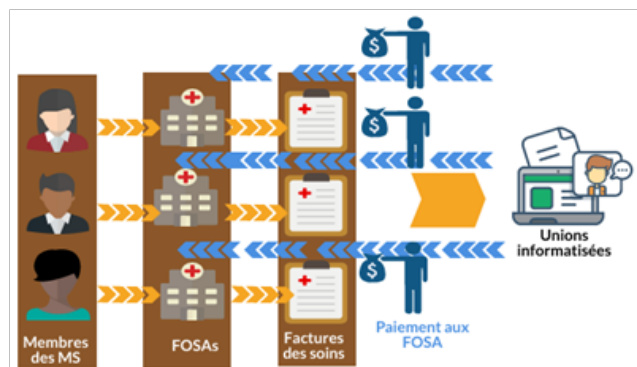
café et dans les boisements ainsi qu'un centre de santé. Certaines mutuelles de santé ont initié aussi des activités génératrices de revenus.

Graphe 15. Couverture des charges



Par une cotisation de 22 500 BIF par famille assurée, la FEMUSCABU est arrivé à utiliser les cotisations collectées pour couvrir 75% des charges des soins aux assurés, ainsi que 63% des charges de son fonctionnement. Quelques subventions sont venues aussi combler les manquants.

3. Gestion centrale et informatisée



Le but est que la FEMUSCABU développe un mécanisme de centralisation et d'informatisation de la gestion des MUSCABU au niveau des Unions pour mutualiser les risques.

Graphe 16. Mécanisme de la gestion centralisée

Les MUSCABU utilisent des outils de gestion harmonisés à toutes les mutuelles de santé accompagnées par les acteurs membres de la Plateforme des Acteurs des Mutuelles de Santé au Burundi (PAMUSAB) : les carnets de membres, les attestations des soins, les journaux, etc. ainsi qu'un logiciel de gestion harmonisée dans les unions. En gros, les cotisations des MS individuelles sont mises en panier au niveau de l'union. Cela permet de sauver de la faillite une MS qui pourrait surconsommer les soins en comblant par les cotisations d'une autre qui n'a pas ce problème.

4. Autres produits de protection sociale

L'objectif est que la FEMUSCABU diversifie les produits de protection sociale en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes. La FEMUSCABU a amélioré le paquet de services offerts à ses bénéficiaires de l'assurance maladie: le plafond des soins qui a passé de 80 000 à 100 000 BIF, les bénéficiaires peuvent se faire soigner dans les Centres de Santé privés, l'inter-mutualité entre les acteurs membres de la PAMUSAB, l'utilisation des outils de gestion harmonisés. La FEMUSCABU a identifié et décrit

nouveaux produits de protection sociale dont l'assurance accident professionnel, l'assurance invalidité, l'assurance décès, etc. Enfin, un fonds intrant a été introduit pour accélérer la connexion MS-coopérative, et a permis à 5 300 membres des coopératives et MS d'avoir accès à un prêt pour payer à temps les engrais dans le programme national de subvention des engrais.

5. La mise en place des unions

La FEMUSCABU travaille avec d'autres acteurs pour développer des synergies pour la mise en place des unions de district en vue de se positionner dans la gestion de l'Assurance Maladie Universelle (AMU). La FEMUSCABU est représentée dans trois sur sept unions de district déjà structurées par la PAMUSAB. Elle compte appartenir dans d'autres unions de district suivant l'extension de ces derniers.

6. Amélioration de la qualité des soins

Au niveau des mutuelles, il existe des comités de suivi de la qualité des soins qui formulent des doléances auprès des Formations Sanitaires (FOSA) pour que les services soient de bonne qualité. Les résultats d'une enquête commanditée par la PAMUSAB sur la qualité des FOSA conventionnées montrent que les membres des mutuelles du consortium sont satisfaits à 72%.



Les membres de la mutuelle KIRA de la commune Gatara, province Kyanza en pleine séance de sensibilisation à l'adhésion aux mutuelles de santé

7. Conclusion sur les mutuelles

La santé étant une priorité, les ménages accompagnés par ADISCO adoptent progressivement la culture de prévoyance. Avec des formations reçues à l'Université Populaire Haguruka (UPH), l'esprit d'auto prise en charge se développe progressivement chez certains leaders épris de l'esprit mutualiste. Grâce à la collaboration avec le Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SEP/CNPS), l'administration locale commence à s'investir dans l'appui à la sensibilisation de la population pour adhérer aux MS. La FEMUSCABU a mis en place des groupes d'ancrage à la base composés de jeunes, des femmes et des hommes pour voir comment augmenter le taux d'adhésion. Cette fédération a entamé le processus d'autonomisation depuis 2019 jusqu'en 2021. Avec 2019, il se remarque un défi : tous les acteurs n'ont pas la même compréhension du système d'inter mutualité et les mutualistes mal intentionnés l'exploitent négativement en se livrant à des fraudes qu'il est difficile de détecter anticipativement. Les chantiers des mutuelles pour 2020 seront la poursuite de la création des dynamiques d'ancrage à la base, la diversification des produits de protection sociale, la redéfinition de la gestion centralisée, la connexion MS-Coopérative. Enfin, la FEMUSCABU va continuer sa participation dans les réformes de la PAMUSAB sur la catégorisation de la population et la création des unions de district.

0. Généralités

Avec l'année 2019, le plaidoyer au sein d'ADISCO, en partenariat avec les autres acteurs de son réseau a été une occasion de centrer les interventions sur le financement agricole, la législation sur les coopératives et l'accès aux engrais pour ce qui est des politiques agricoles. Quant au plaidoyer sur les processus de paix et sécurité, l'année 2019 a retenu l'attention de l'appropriation par les autorités de tutelle de la résolution 2250 (R2250) des Nations Unies, la place des jeunes et de la société civile dans les processus électoraux, et l'intégration des jeunes dans les cadres et instances de prise de décisions.

1. Les processus de paix et sécurité

L'activité centrale du plaidoyer reste le renforcement des capacités des jeunes en lobbying et plaidoyer avec 140 leaders des jeunes formés et qui ont élaboré des plans de plaidoyer qu'ils ont mis en œuvre dans leurs différentes localités d'origine. Sur la promotion de la R2250, on a progressé, avec l'amélioration du cadre légal pour une mise en œuvre effective au Burundi avec la création d'un comité de pilotage au sein du Ministère de la jeunesse, la sensibilisation pour son appropriation par les décideurs dont les honorables députés des



Echanges sur la R2250 entre les honorables députés et les jeunes accompagnés par ADISCO à Ngozi

différentes circonscriptions électorales, les hauts cadres des ministères sectoriels, les présidents des conseils communaux et responsables des partis politiques. Sur l'amélioration de l'espace de travail des Organisations de la Société Civile (OSC) en période électorale, 18 plans d'action pour l'amélioration de l'espace de travail ont été élaborés et ont contribué à l'intégration des jeunes et femmes dans les commissions

électorales. 36 jeunes dont 16 femmes d'intégrer dans les Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI) et 105 jeunes dont 44 femmes d'intégrer les Commissions Electorales Communales Indépendantes (CECI). Enfin dans l'ensemble des 5 comités locaux de développement économique et socio-culturels que sont les Comité de Santé (COSA); Comité de Gestion de l'Eau (CGE) ; Comité Mixte de Sécurité Humaine (CMSH) ;

Direction des Ecoles Fondamentales et Comité de Gestion de l'École (COGE), le niveau de représentativité des jeunes a passé de 18,9% à 35% dans la zone d'intervention du projet de 2018 à 2019. De plus, 2 293 jeunes dont 757 femmes ont trouvé de l'emploi grâce au travail de plaidoyer. Enfin dans l'ensemble des 5 comités locaux de développement économique et socio-culturels que sont les Comité de Santé (COSA); Comité de Gestion de l'Eau (CGE) ; Comité Mixte de Sécurité Humaine (CMSH) ; Direction des Ecoles Fondamentales et Comité de Gestion de l'École (COGE), le niveau de représentativité des jeunes a passé de 18,9% à 35% dans la zone d'intervention du projet de 2018 à 2019. De plus, 2 293 jeunes dont 757 femmes ont trouvé de l'emploi grâce au travail de plaidoyer.

2. Les Politiques agricoles

Trois réussites importantes ont été célébrées. Il s'agit de la mise en place d'une mesure obligeant les Institutions de Microfinance (IMF) à fixer le taux d'intérêt à 8 % pour les crédits alloués au secteur agro-pastoral, l'acceptation par la plupart des Organisations Paysannes (OP) de la conformité des coopératives agricoles à la loi régissant les sociétés coopératives, et enfin la correction des dysfonctionnements dans la distribution des engrais par les cadres d'échanges réguliers entre les OP, les DPAAE, et les autres parties. Ces dysfonctionnements ont été surtout la faible couverture par les distributeurs des sites destinés à la distribution des engrais à la population, ainsi que les données incomplètes contenues dans la base de données des utilisateurs du programme de subvention des engrais.



Emelyne Harumukiza, secrétaire de la commune Mbuye (province Muramvya) a eu de l'emploi grâce au plaidoyer des membres du comité «Akadacika»

3. Conclusion

Le plaidoyer effectué a permis de bouger plusieurs lignes avec l'augmentation de l'inclusivité des jeunes dans les instances de prise de décisions au niveau local ce qui a abouti à l'amélioration du bien-être social, économique, culturel et sécuritaire de la population de la zone d'intervention, la signature d'une ordonnance en octobre 2019 mettant en place un comité de pilotage pour l'élaboration d'un plan stratégique de mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse intégrant le Plan d'Action National de mise en œuvre de la R 2250.

Le réseautage renforcé et les capacités des jeunes accrues à convaincre les décideurs

à associer dans tous les processus de consolidation de la paix et sécurité et dans les instances de prise de décision particulièrement au niveau local.

Pour la pérennité des acquis, le chantier est la mise en place des comités de veille « Akadacika » composés des jeunes leaders formés dans 20 communes cibles du projet qui assureront le suivi de l'inclusivité des jeunes dans les instances de prise de décision et des opportunités qui leur sont offertes dans leurs localités respectives.

Pour les politiques agricoles, l'attention sera focalisée sur les réformes en cours dans le secteur du café.



L'UNIVERSITE POPULAIRE HAGURUKA

0. Généralités

L'UPH en tant qu'école du mouvement demeure par excellence le centre de formation des agents de développement par lequel s'opèrent la construction des modèles et le rayonnement des approches. Elle est répartie en quatre départements actifs dont le département de la recherche-action, le département de la formation, le département de la publication et le département de réflexion stratégique (Think Tank).

1. Résultats obtenus

Les formations dispensées en 9 sessions sur 9 modules par l'UPH ont amélioré les compétences de 327 leaders des coopératives et mutuelles de santé. 244 leaders ont été certifiés sur différents modules et 19 diplômés sur achèvement de leur cursus.

Dans la recherche, l'UPH a conduit 5 recherches: comparaison des systèmes de production monocultures et des cultures associées, montage d'un système de production des semences paysannes de bonne qualité, déterminants de la viabilité des mouvements sociaux, le greffage du manioc, stratégies d'accompagnement d'un ménage moyen. Certains résultats de la recherches conduites par l'UPH sont mis en pratique par les bénéficiaires surtout la valorisation de l'effet répulsif de

Graphe 17. Réalisations de l'UPH



la cataïre dans la lutte contre les piqûres de moustiques responsables de la malaria, l'introduction de la culture du gingembre dans différentes régions du pays et l'utilisation d'un procédé de compostage des pulpes du café qui a permis de mettre sur le marché plus de 30T de compost, affectueusement surnommé Tagata à Rutegama autour de la coopérative Nyarunazi. La voix des collines atteint au moins 6 000 lecteurs et le nombre d'abonnés sur la page

facebook connaît un accroissement de 23,5% en termes d'abonnés et d'interaction par des likes. Enfin, 71 organisations dont les organisations d'appui, les coopératives et les mutuelles de santé ont consenti à signer la charte ECOSOL pour améliorer leur identité d'initiative d'économie sociale et solidaire, et deux sujets traités par la voix des collines sur l'accès aux crédits et les changements climatiques ont permis de nourrir la réflexion des leaders sur ces sujets importants, leur permettant ainsi de se construire une position.

2. Les incidences observées

Grâce aux acquis de la formation, on remarque aujourd'hui une amélioration importante de la qualité des services offerts par les coopératives et mutuelles de santé :

- en rapport avec la formation sur le leadership et bonne gouvernance, les leaders ne décident/dictent pas mais se concertent pour arriver à un compromis ; ce qui améliore la solidarité et la cohésion sociale; les organes sont régulièrement renouvelés conformément aux textes statutaires.
- en rapport avec la formation Psychohumaine, les leaders ont développé l'esprit d'estime de soi et la foi en leur potentiel ; ils n'hésitent pas à prendre la parole en public et ont plus d'ambitions personnelles ; ils prennent des engagements, organisent et pilotent

des initiatives d'intérêt communautaire.

- en rapport avec les formations sur la gestion administrative et financière et rôles et responsabilités, les leaders savent déjà qui fait quoi avec quoi. Les organes se respectent et savent tenir les outils nécessaires au fonctionnement des organes. Les leaders savent déléguer les pouvoirs. Ils ont cessé de garder sur eux le carnet de chèques et le sceau de leur organisation.

Les coopératives accompagnées se démarquent de plus en plus par la notoriété déjà acquise dans la communauté. Certains leaders sont sollicités par l'administration ou sont appelés à coacher les coopératives collinaires Sangwe, initiative du gouvernement pour étendre une approche redistributive en appuyant des microprojets collectifs sur toutes les collines du pays.

La valorisation des résultats de la recherche améliore le quotidien des paysans qui les adoptent et les publications continuent de former et d'informer les acteurs locaux sur les préoccupations majeures du monde rural burundais.

3. Conclusion sur l'UPH

Avant même l'opérationnalité des principales innovations introduites en 2019 au sein de l'offre de l'UPH notamment les formations à la carte sur base d'un catalogue ainsi que les sessions à distance, l'UPH s'est encore une fois confirmée comme ressource utile pour les paysans, les acteurs du monde rural et le public désireux



Les formations dispensées à l'Université Populaire Haguruka sont clôturées par la remise des certificats et diplômes

de s'informer sur le savoir-faire des paysans burundais.

Le chantier important sur lequel l'UPH va s'atteler est l'acquisition du statut juridique, la poursuite progressive de son ouverture vers les acteurs en dehors du cocon de l'ADISCO et

de ses partenaires, en ciblant des clients pour son offre et des pairs chez qui se ressourcer pour son développement. La consolidation des innovations notamment la publication régulière des succès locaux et les formations à distances lui exigeront présence et créativité.

LA VIE INSTITUTIONNELLE

1. ADISCO, C'EST QUOI?



L'association "Appui au développement intégral et à la solidarité sur les collines", ADISCO en sigle, est une association sans but lucratif de droit burundais fondée en 2006. Elle est composée de membres souscrivant aux valeurs de l'Association et à son analyse stratégique et qui font preuve d'un engagement attesté pour la cause de la solidarité nationale et/ou du développement.

ADISCO voit le jour le 10 mars 2006 lors d'une assemblée générale constitutive et est juridiquement reconnue le 10 Août 2006 comme une association sans but lucratif.

C'est à partir de ce moment que l'organisation se lance, sur fonds propres, dans des études du milieu et des contacts de proximité avec le monde rural burundais. Il s'agissait de collecter des données sur les problèmes que vivent les paysannes et les paysans burundais dans les régions du Kirimiro, du Buyenzi, du Mumirwa et du Bugesera, les quatre régions naturelles d'intervention prioritaire de l'organisation. ADISCO développe à ce jour un partenariat agissant avec les ONG diversifiées du Nord qui l'appuient dans la réalisation de sa mission.

La vision de l'ADISCO est l'avènement de collines solidaires, prospères et dignes.

Sa mission est d'accompagner l'émergence et le développement d'un mouvement social national capable de porter son propre développement et d'influencer les politiques au profit des couches modestes de la population.

L'objectif institutionnel est le rééquilibrage des forces sociales en faveur des couches modestes de la population. Plus concrètement, il s'agit des aspects ci-après :

les couches modestes de la population ont accès à des services de base de qualité et en particulier à des soins de santé de qualité, à l'emploi décent, aux intrants agricoles et d'élevage de qualité et aux services de formation y afférents ;

des institutions et règles en faveur des couches modestes de la population sont adoptées et mises en œuvre ;

les inégalités sociales et l'exclusion des couches modestes de la population sont atténuées, voire supprimées. Il s'agit de l'exclusion dans la prise de décision, exclusion qui touche sensiblement certaines couches de la population comme les femmes, les jeunes, les plus pauvres, les minorités ou les majorités opprimées de l'accès aux services, au droit, à la parole ou à la prise de décision, etc. ;

le renforcement des organisations des couches modestes de la population pour pouvoir participer à la prise de décision sur les questions de développement et des politiques au sein des groupes d'autopromotion (IGG), des

coopératives multifilières et multifonctionnelles, des mutuelles de santé et de leurs faitières. C'est ce renforcement des organisations qui participe à l'amélioration de la cohésion sociale et de la solidarité.

Les activités développées par ADISCO sont liées à ses outils stratégiques que sont:

l'appui à la réflexion pour aider les communautés à identifier leurs priorités et construire leurs réponses et leurs modèles organisationnels ;

l'accompagnement en organisation/structuration pour conforter les modèles organisationnels choisis et construire progressivement leur autonomie (empowerment) ;

le conseil technique et en gestion pour optimiser la réponse des populations en privilégiant une expertise qui féconde les savoirs locaux ;

l'appui à la mobilisation des ressources et le coup de pouce financier pour amplifier si nécessaire les efforts des populations ;

le réseautage et le plaidoyer par l'information, la communication, la construction de prises de positions, le dialogue avec les pouvoirs, les alliances stratégiques, etc. afin d'infléchir les politiques vers les préoccupations des couches les plus modestes.

Il s'agit donc d'activités de formation, d'appui à la réflexion, de conseil technique et en gestion, d'appui à la structuration, d'information,

de plaidoyer, d'appui à la mobilisation des ressources, d'intermédiation financière et parfois d'appui financier.

ADISCO défend les valeurs ci-après:

l'empowerment et la responsabilisation des populations ;

la solidarité ;

la dignité et le respect de tous ;

l'intégrité ;

la gestion durable des ressources naturelles ;

la viabilité et la durabilité des actions ;

la promotion de toute la famille avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes ; la promotion du culte de l'effort et de l'esprit d'entreprise.

En plus, ADISCO fait partie du réseau burundais des acteurs qui promeuvent les entreprises d'économie sociale et solidaire dont la boussole s'oriente suivant les principes de :

- i. la création de la plus-value ;
- ii. la solidarité ;
- iii. la mise en réseaux et le développement d'un mouvement social ;
- iv. la démocratie ;
- v. l'autonomie.

2. LES ORGANES

a. L'assemblée générale

- 1 Marc RWABAHUNGU, Président
- 2 Jean MAKENGA, Vice-président
- 3 Léon NDIKUNKIKO, Membre
- 4 Juliette KAVABUHA, Membre
- 5 Marie BUKURU, Membre
- 6 Philbert NDUWAYEZU, Membre
- 7 Eliphaz GAHERA, Membre
- 8 Dr Samuel BIGAWA, Membre
- 9 Espérance KANEZA, Membre
- 10 Libère BUKOBERO, Membre
- 11 Hormisdas HARIYONGABO, Membre
- 12 Fr Deo BANZIRUMUHITO, Membre
- 13 Cariton NIBASHIKIRE, Membre
- 14 Scholastique HARUSHIYAKIRA, Membre

- 15 Macaire NTIRANDEKURA, Membre
- 16 Pascal BARIDOMO, Membre
- 17 André SCHREIBER, Membre
- 18 Dr Serge NGENDAKUMANA, Membre
- 19 Abdon NAHIMANA, Membre
- 20 David NZEYIMANA, Membre
- 21 Pascal HABARUGIRA, Membre
- 22 Placide SINDIHEBURA, Membre
- 23 Olivier Heck, Membre

b. Le comité exécutif

- 1 Marc RWABAHUNGU, Président
- 2 Jean MAKENGA, Vice Président
- 3 Espérance KANEZA, Trésorière
- 4 Samuel BIGAWA, Secrétaire

c. Le conseil de surveillance

- 1 Philibert NDUWAYEZU, Président
- 2 Eliphaz GAHERA, Vice Président
- 3 Cariton NIBASHIKIRE, Secrétaire

d. Le comité de direction

- 1 Libère BUKOBERO, Secrétaire Général
- 2 Hormisdas HARIYONGABO, Secrétaire Général Adjoint
- 3 Chantal NTIMA, Directrice de la MDE
- 4 Christine NKUNGUZI, Directrice administrative et financière

3. Les reseaux et consortia

Membre actif des réseaux œuvrant dans le domaine du développement rural, ADISCO a continué sa participation dans ces espaces et a récolté les fruits de son engagement. En effet, le travail en consortium a permis le lancement de deux importants projets soutenus par l'Union Européenne à savoir le projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA dans lequel

ADISCO travaille avec BD, CSA et CAPAD ainsi que le projet Renforcement de la société civile locale dans lequel l'ADISCO s'est alliée avec CORDAID et OAG. A part cela, la participation aux réseaux de réflexion et de concertation a continué notamment au sein du GPA, le CTFA, la CNFA, le SEP/CNPS, PAMUSAB, CPSD, GSADR, la FCBN, le COLEACP et le comité de

4. Suivi evaluation des programmes

Forte de son expérience dans la coordination des programmes complexes et suivant des approches diverses, ADISCO a maintenus son niveau de performance dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des projets.

Au niveau du suivi, les espaces habituelles de suivi évaluation ont été maintenus. Deux journées bilans (semestrielle et annuelle) pour le suivi des impacts et deux journées trimestrielles d'évaluation pour le suivi des

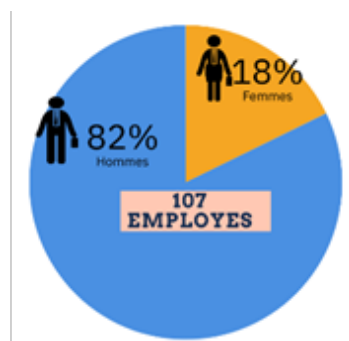
5. Bien être des équipes

ADISCO a continué l'accompagnement des équipes pour leur croissance et leur bien-être. Plusieurs cadres et animateurs ont bénéficié des formations en internes et ont été inscrits à d'autres fournies par des tiers.

Aussi, la mutuelle de santé du personnel a permis la réalisation de 225 prestations de soins (89 pour le personnel et 136 pour leurs ayant droits) au sein des structures de soin privés ou public de leur convenance. De même, la caisse

6. Personnel de l'association

Pour le personnel, on avait au 31 décembre 107 employés dont 19 femmes et 88 hommes. Aussi, ADISCO a pu former sept stagiaires professionnels dont 6 femmes. A côté, ADISCO a pu compter sur des dizaines de stagiaires académiques et une centaine de leaders animateurs endogènes qui ont constitué le relais pour atteindre ses bénéficiaires.

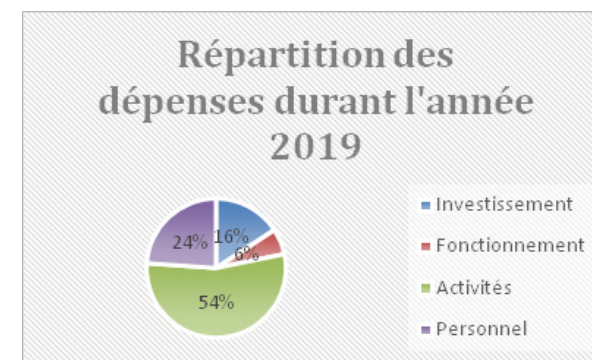


suivi du PNIA. Avec d'autres organisations, ADISCO a activement contribué à la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Enfin, ADISCO compte lancer une plateforme fertilité et agro écologie grâce aux projets Tubungabunge isi ndimwa et promotion de l'agro écologie.

résultats ont été tenues. A cote de cela, les réunions bihebdomadaires de suivi des activités ont été organisées au siège et aux antennes de Ngozi et Gitega. Enfin, tous les rapports dus ont été produits et transmis à qui de droit.

sociale du personnel a continué à assister les cas sociaux heureux et malheureux. L'année 2019 se termine avec un solde de 3 Millions BIF pour la mutuelle et 3 Millions BIF pour la caisse sociale.

7. Financement reçus et emplois



8. Le budget prévisionnel 2020

N°	Axes	Prévisions budgétaires				
		Investissement	Fonctionnement général	Activités	Personnel	Total
1	Le mouvement coopératif	670 363 607	329 938 080	2 214 947 996	615 887 299	3 831 136 982
2	Le mouvement mutualiste	16 000 000	40 396 276	108 450 294	81 075 936	245 922 506
3	La maison de l'entrepreneur	113 525 570	107 677 806	552 251 709	288 599 471	1 062 054 556
4	L'Université Populaire Haguruka	229 940 000	15 140 000	179 720 000	83 000 000	507 800 000
5	Lobbying et plaidoyer	-	5 830 000	205 201 836	106 406 000	317 437 836
6	L'ADISCO institutionnel	-	6 200 000	8 600 000	3 000 000	17 800 000
Total 2020						5 982 151 880

Avec 2019, ADISCO a pu commencer la mise en œuvre des recommandations des réformes stratégiques visant la recherche de plus d'autonomie pour les dynamiques accompagnées.

Au niveau des coopératives, on a repensé à la qualité des services qui peuvent faire décoller les revenus de façon à recouvrer les charges liées aux activités et de dégager des réserves pouvant contribuer à la réalisation des obligations des coopératives envers ses clients et usagers en termes de ristournes et dividendes. Les plans d'autonomisation ont été constitués à cet effet et serviront de plan d'affaires pour les coopératives.

Avec les mutuelles, malgré une conjoncture défavorable, une stratégie de connexion avec les coopératives a continué à être affiné avec la mise à disposition des mutuelles d'un fonds intrants visant l'augmentation de la production dans les ménages, induisant ainsi l'obtention des revenus pour adhérer à la mutuelle et l'utilisation des services des coopératives dans les opérations de production et de gestion post récolte.

La MDE, l'UPH et la cellule plaidoyer ont amélioré leur prise de conscience pour devenir des outils qui seront utilisés par les coopératives et les mutuelles devenues autonomes.

L'ambition de l'UPH de se doter de son siège avec le début des constructions des locaux, le développement du business model de la MDE et l'initiation des projets d'appui concrets aux jeunes en complément du plaidoyer en sont les preuves parlantes. L'an 2020 sera consacré à la consolidation et les interventions s'articulent sur les stratégies suivantes :

1. Autonomisation de l'UHACOM, de l'UPH, de la MDE et de la FEMUSCABU tout en gardant l'accompagnement des dynamiques à la base.
2. Autonomisation des coopératives surtout par la diversification des produits vendus et la mise à échelle des services déjà rentables
3. Du côté de l'entrepreneuriat, passer des initiatives personnelles à des initiatives collectives, mettre à échelle certaines micro entreprises et assurer l'expansion du FAHR
4. Pour les mutuelles de santé, l'ancrage à la base et la diversification des produits de protection sociale
5. Pour l'UPH, l'acquisition du statut juridique de l'UPH, le lancement des formations en ligne, la réflexion stratégique et la capitalisation
6. L'organisation de l'ADISCO face à

l'autonomisation des faïtières et des instruments d'accompagnement.

Nous remercions nos partenaires limitrophes pour leur dévouement et détermination dans le développement des dynamiques ; nos sincères remerciements s'adressent aussi aux autorités locales pour leur complicité dans l'accomplissement de notre mission ; nous réitérons enfin notre gratitude à tous nos partenaires techniques et financiers pour leur indéfectible soutien à nos interventions pour sortir de la pauvreté la population burundaise.

LISTE DES ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices de Revenus
BMZ	Ministère fédéral de la coopération économique// ministère du gouvernement fédéral allemand chargé de l'aide au développement économique
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
CGIAR	Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale
COCOCA	consortium des coopératives des caféiculteurs
CVGDH	Cellules de Veille Genre et Droits Humains
ECOSOL	Economie Sociale et Solidaire
EFI	Exploitation Familiale Intégrée
FAHR	Fonds d'Amélioration de l'Habitat Rural

FEMUSCABU	Fédération des Mutuelles de Santé des caféiculteurs du Burundi
FGC	Fédération Genevoise de Coopération
FOPABU	Forum des Organisations de Producteurs Agricoles du Burundi
IGG	Imigwi yo Gutererana no Gufatana mu nda (Groupes d'entraide et de solidarité)
IMF	Institution de Micro-Finance
IRED	Innovations et Réseaux pour le Développement
MDE	Maison de l'Entrepreneur
ODECA	Office pour le Développement du Café du Burundi
PNSEB	Programme National de Subvention des Engrais au Burundi

RAFAD	Recherche et Application de Financements Alternatifs au Développement
SoISoc	Solidarité Socialiste
UHACOM	Union Haguruka des Coopératives Multifilières
UPH	Université Populaire Haguruka
VSLA	Village Saving and Loan Association
WBI	Wallonie-Bruxelles International
GIF	Gestion Intégrée de la Fertilité
PIP	Plan Intégré Paysan
PIC	Plan Intégré Collinaire
IGEBU	Institut Géographique du Burundi
PAMUSAB	Plateforme des Acteurs des Mutuelles de Santé du Burundi
PROMUSCABU	programme de Promotion des Mutuelles de Santé des Caféiculteurs du Burundi
CAM	Carte d'Assistance Maladie
SEP/CNPS	Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale

ADISCO	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les collines
CECI	Commission Electorale Communale Indépendante
CEPI	Commission Electorale Provinciale Indépendante
CGE	Comité de Gestion de l'Eau
CMSH	Comité Mixte de Sécurité Humaine
COSA	Comité de Santé
COGE	Comité de Gestion de l'Ecole
ONG	Organisation Non Gouvernementale
MS	Mutuelle de Santé
IMF	Institutions de Microfinance
OP	Organisations Paysannes
OSC	Organisations de la Société Civile

NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



Avec le financement de



